Organisation mondiale de la Santé

CONSEIL EXÉCUTIF **EB138/NGO/4**
Cent trente-huitième session **20 novembre 2015**
Point 12.5 de l'ordre du jour provisoire

Demande déposée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires en vue de l'admission à des relations officielles avec l'OMS

1. Généralités

a) Nom et adresse du Siège de l'organisation

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
2033 K Street NW
Washington, D.C. 20006
États-Unis d'Amérique

Site Web : http://www.ifpri.org/

b) Lien vers le profil de l'organisation sur le registre des acteurs non étatiques de l'OMS

http://apps.who.int/register-nonstate-actors/nsa.aspx?id=245

2. Cibles/but/objectif de l'organisation

Créé en 1975, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires vise à exercer ses activités à des fins caritatives, éducatives et scientifiques, et à mettre en place des programmes de façon impartiale afin de mener des recherches et de promouvoir le partage d'informations sur les politiques et les programmes ayant des conséquences sur la production, la consommation, le commerce, la distribution et la disponibilité des aliments dans le monde, en mettant particulièrement l'accent sur les besoins des pays à revenu faible.

3. Autres critères pertinents pour l'admission de l'organisation à des relations officielles avec l'OMS

Structure internationale/champ d'action : Le Siège de l'Institut est situé aux États-Unis d'Amérique ; il dispose en outre de bureaux régionaux en Éthiopie, en Inde et au Sénégal, et de bureaux de projet dans de nombreux pays en Afrique et en Asie du Sud, notamment au Bangladesh, au Nigéria et au Pakistan. Il emploie plus de 500 personnes qui travaillent dans plus de 50 pays. Ses travaux sont axés sur la promotion de la sécurité alimentaire et il mène des recherches et des discussions sur les politiques à l'échelle internationale, utilisant les résultats de ses activités pour influencer l'établissement des priorités à l'échelle mondiale.

Constitution/statuts : L'Institut est doté de statuts qui ont été modifiés et approuvés par son Conseil d'administration pour la dernière fois en mai 2014.

Organe directeur : L'Institut est dirigé par un Conseil d'administration actuellement composé de 13 membres. Il fait partie des 15 centres de recherche indépendants coordonnés par le Consortium des centres internationaux de recherche agricole, connu sous le nom de Consortium du CGIAR, qui a le droit de nommer la moitié des membres du Conseil d'administration, en consultation avec celui-ci. Les autres membres sont élus par un vote à la majorité des membres déjà en place. Le Directeur général de l'Institut est un membre de droit du Conseil d'administration.

Structure administrative : Le siège de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires est situé à Washington, D.C. L'Institut a à sa tête un directeur général qui gère son propre bureau et six autres divisions à Washington, D.C., ainsi que les trois bureaux régionaux. L'Institut dirige deux des programmes de recherche du Consortium du CGIAR – l'un sur les politiques, les institutions et les marchés, et l'autre sur l'agriculture pour la nutrition et la santé – et il participe à d'autres programmes.

Informations financières : Le total des revenus de l'Institut en 2014 s'est élevé à US $167 millions. Ils proviennent principalement de subventions de type « remboursement des coûts » et de contrats. La plupart des financements reçus par l'Institut sont acheminés par l'intermédiaire du Fonds du CGIAR. Les donateurs affectent leurs fonds à au moins un des guichets de financement. Les fonds reçus par l'intermédiaire du guichet 1 sont alloués par le Conseil du Fonds aux programmes de recherche du Consortium du CGIAR. Les fonds reçus par l'intermédiaire du guichet 2 sont affectés par les donateurs à des programmes de recherche particuliers. Les fonds du guichet 3 sont alloués à des centres de recherche du CGIAR particuliers afin de financer les programmes de recherche ou d'autres activités. La base de financement mise en place par l'intermédiaire des différents guichets et du financement bilatéral est extrêmement large. Outre les principaux donateurs (le Consortium et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique), les donateurs appuyant les programmes de l'Institut sont d'autres entités gouvernementales, des universités, des organisations non gouvernementales, des fondations et certains organismes du secteur privé. Au total, plus de 100 entités ont appuyé l'Institut en 2014.

4. Collaboration avec l'OMS

a) Activités entreprises avec l'OMS au cours des trois dernières années

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires jouit du statut d'observateur au sein de la Commission du Codex Alimentarius depuis 2012 et, dans ce contexte, il a transmis des données relatives aux résultats des recherches sur la nutrition, notamment au Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime afin de soutenir la création d'une définition normalisée de l'enrichissement biologique (bioenrichissement). Les travaux sont en cours.

L'Institut collabore avec l'OMS et d'autres parties prenantes à la rédaction du rapport mondial sur la nutrition, qui présente un aperçu des processus existants, met en lumière les avancées de la lutte contre la malnutrition, cerne les lacunes et propose des façons de les combler. L'OMS est représentée dans le groupe de parties prenantes et le comité exécutif du rapport, et ses administrateurs techniques contribuent aux travaux du groupe d'experts indépendant, chargé de la production du rapport, ainsi qu'à ceux du groupe d'accès aux données.

Le premier rapport mondial sur la nutrition (2014)[1] a été lancé lors de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui s'est tenue à Rome en novembre 2014. Il a été rapidement propulsé sur le devant de la scène, étant donné qu'il s'agissait du premier rapport de ce type, qui présentait 80 indicateurs de base, couvrait 193 pays et pressait les décideurs politiques et les professionnels du développement de tenir compte de la nature planétaire de la malnutrition. Le rapport vise à donner aux défenseurs de la nutrition à l'échelle nationale les moyens d'agir afin de mieux éclairer les décisions politiques et d'accroître les ressources. En outre, il fournit un répertoire de données et d'analyses nutritionnelles mondiales et nationales qui mesurent l'ampleur de la malnutrition, décrivent les mesures prises pour la combattre et mettent en lumière ce qui doit être fait en priorité. En août 2015, on comptait plus de 59 000 téléchargements du rapport.

Le rapport mondial sur la nutrition 2015[2] est axé sur les avancées des pays en ce qui concerne la réalisation des six cibles mondiales en matière de nutrition adoptées en 2012 par la Soixante-Cinquième Assemblée mondiale de la Santé,[3] et il se penche sur la mesure dans laquelle les différentes parties prenantes respectent les engagements pris dans ce domaine. Il met également en lumière la relation fondamentale qui existe entre changement climatique et nutrition, ainsi que le rôle du monde des affaires pour faire progresser la nutrition. Le rapport a été lancé à New York et à Washington, D.C., et d'autres manifestations seront organisées ailleurs dans le monde en 2015 et 2016.

La collaboration de l'Institut avec l'OMS comprend également une analyse Cochrane sur les aspects nutritionnels, socio-économiques et agronomiques, ainsi que sur d'autres aspects fondamentaux des récoltes ayant fait l'objet d'un bioenrichissement ; cette analyse devrait être publiée début 2016. En outre, l'Institut a apporté des résultats de recherche à la bibliothèque électronique OMS de données pour l'action nutritionnelle afin d'aider l'Organisation à communiquer et à diffuser les normes, les lignes directrices et les recommandations publiées.

b) Activités de collaboration prévues avec l'OMS pour les trois ans à venir

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et l'OMS mèneront en collaboration des travaux de sensibilisation fondés sur des bases factuelles en faveur de la mise en place de programmes rentables pour prévenir la sous-nutrition et le retard de croissance en améliorant la valeur nutritive des cultures vivrières, pour promouvoir les stratégies de modification des comportements et pour créer des plateformes mondiales de suivi de la progression vers la réalisation des objectifs mondiaux liés à la malnutrition, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes défavorisées en milieu rural, les femmes et les enfants.

Parmi les activités de collaboration principales, on peut citer l'examen critique par l'OMS des preuves scientifiques sur le bioenrichissement des cultures vivrières avec une teneur accrue en vitamines et en minéraux en tant qu'intervention nutritionnelle de santé publique. L'Institut fournira une assistance technique à l'OMS pour la préparation des documents techniques destinés à une consultation relative aux cultures vivrières ayant fait l'objet d'un bioenrichissement avec une teneur accrue en micronutriments afin d'améliorer l'apport en vitamines et en minéraux au sein des

[1] Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2014. Global nutrition report 2014: actions and accountability to accelerate the World's progress on nutrition. Washington, D.C.

[2] Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2015. Global nutrition report 2015: actions and accountability to advance nutrition and sustainable development. Washington, D.C.

[3] Résolution WHA65.6 sur le plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant (2012). Voir les six cibles mondiales dans le document WHA65/2012/REC/1, annexe 2.

populations ; cette consultation sera organisée conjointement avec la FAO à New York en avril 2016. Le personnel technique de l'Institut collaborera avec l'OMS afin de déterminer les auteurs potentiels de certains des examens et d'aider à la mise en place de la consultation. La consultation contribuera à la résolution du Comité d'examen des directives de l'OMS sur le bioenrichissement et complètera les travaux du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime qui se déroulent en parallèle afin d'établir une définition normalisée du bioenrichissement. Elle permettra également d'ajouter de nouvelles bases factuelles à la bibliothèque électronique OMS de données pour l'action nutritionnelle.

L'objectif du groupe de parties prenantes est de lancer le rapport mondial sur la nutrition 2016 à Rio de Janeiro (Brésil). L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et l'OMS continueront à travailler ensemble pour produire, lancer et diffuser ce rapport dans les années à venir.

Lors de la conférence mondiale 2016 du Forum sur les micronutriments, qui se tiendra à Cancun (Mexique), l'Institut a prévu d'organiser conjointement avec l'OMS un symposium sur les actions essentielles en nutrition. À l'occasion du vingt et unième congrès international sur la nutrition de l'Union internationale des sciences de la nutrition, qui se tiendra à Buenos Aires (Argentine) en 2017, l'Institut et l'OMS prévoient d'organiser une séance conjointe sur les activités prioritaires en matière d'agriculture et de nutrition, et l'OPS prévoit de prendre part à un événement médiatique sur le bioenrichissement avec d'autres organisations mondiales travaillant sur les micronutriments et la prévention de la malnutrition. Les deux organisations collaboreront également afin de sensibiliser aux actions essentielles en nutrition, notamment au bioenrichissement, lors des principales manifestations régionales sur la nutrition et le développement organisées dans la Région africaine et la Région de l'Asie du Sud-Est de l'OMS.

En outre, l'Institut est représenté par un membre de son personnel au sein du groupe consultatif OMS/UNICEF d'experts techniques sur la surveillance de la nutrition pendant la période 2015-2017. Ce groupe conseillera l'OMS sur les façons d'améliorer la qualité de la surveillance de la nutrition à tous les niveaux en facilitant le partage des enseignements et l'élaboration de normes, d'approches et d'outils harmonisés dans plusieurs secteurs pertinents. En ce qui concerne les travaux portant sur la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, l'Institut a déposé une demande en vue de devenir membre du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant afin de renforcer la collaboration actuelle dans le domaine de la nutrition et de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

5. Autres renseignements pertinents

Au terme de la vérification diligente et de l'évaluation des risques, le Secrétariat est arrivé à la conclusion que la demande de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pouvait être présentée au Conseil exécutif pour examen.

= = =